



Dimanche 7 juillet 2024
21 heures

Communiqué du Parti des travailleurs

Et maintenant ?

À 21 heures, ce dimanche soir, il est acquis que le Rassemblement national, non seulement ne disposera pas de majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais qu'il réalise un résultat très inférieur à tout ce que pronostiquaient tous les sondages, bien que marquant une avancée considérable en nombre de députés.

Mû par la conscience du danger pour la démocratie et les droits ouvriers, **le peuple travailleur et la jeunesse ont balayé le risque d'un gouvernement Rassemblement national.**

Plus encore, en se saisissant massivement des bulletins de vote Nouveau Front populaire, arrivé, contre toute attente en tête du scrutin, les travailleurs et la jeunesse ont affirmé l'exigence que le Rassemblement national soit écarté, leur refus de la politique de Macron (et contre toute cohabitation) et l'exigence d'une politique répondant véritablement à leurs besoins et à leurs revendications, une politique de rupture avec la classe capitaliste.

Le résultat électoral imposé par l'électorat ouvrier et populaire n'est nullement une victoire de la politique dite de front républicain. Rappelons que Macron avait, dès le soir du premier tour, appelé à la constitution d'un large front républicain. Rappelons également que Mélenchon fut le premier à lui répondre positivement en annonçant le retrait des candidats du Nouveau Front populaire arrivés troisième. S'ensuivit un nombre de désistements jamais vu dans toute l'histoire de la V^e République.

Ce dispositif du Nouveau Front populaire répondant à l'appel de Macron a donc permis la réélection de Darmanin, Borne et autres fieffés réactionnaires. Ce 7 juillet au soir, dans le prolongement des tractations semi-secrètes qui se sont multipliées entre les deux tours, on a vu des passerelles lancées entre le clan macroniste et le Nouveau Front populaire.

Mais répétons-le, le vote massif pour les candidats du Nouveau Front populaire, loin d'être une approbation du front républicain, se dresse au contraire contre la tactique du front républicain. Car, à l'encontre de cette

tactique et indépendamment des dirigeants du Nouveau Front populaire (NFP), pour des millions de travailleurs et de jeunes, leur vote en faveur du NFP prend à leurs yeux le contenu d'un vote classe contre classe.

Certes, la tactique du front républicain a largement profité aux macronistes. Macron, dans sa déclaration ce soir, affirme : « *Le bloc central est bien vivant.* » Ce qui est réel, il est bien vivant, grâce à la tactique de front républicain avec le Nouveau Front populaire.

Les uns et les autres, au centre, à droite comme à gauche, tous s'inscrivent dans un consensus pour la continuité des institutions.

Mélenchon, ce 7 juillet, a revendiqué que le gouvernement soit formé par le Nouveau Front populaire, que le Premier ministre soit issu de ses rangs. Il a mis en garde Macron contre toute tentative de manœuvrer. Il a exigé la démission d'Attal et, à aucun moment, il n'a demandé la démission de Macron et, à aucun moment, il n'a même soumis la moindre objection au maintien de Macron en place. Il a affirmé : « *Le président a le pouvoir, le président a le devoir.* »

Glucksman, de son côté, a affirmé la nécessité pour gouverner de trouver des accords sur des projets débordant largement le cadre du Nouveau Front populaire.

Tous s'accordent sur un point, la cohabitation doit se mettre en place. Cette cohabitation qui, nous le savons, donne en dernière analyse tous les pouvoirs au président. Il n'y a rien d'anecdotique au fait que François Bayrou a évoqué ce soir le discours de Bayeux du général de Gaulle en 1946, en rappelant que ce discours-programme devait être mis en place douze ans plus tard avec la Constitution de la V^e République, l'objectif étant d'écartier le rôle des partis, d'intégrer les syndicats à l'État et de concentrer les pouvoirs entre les mains du président.

Tous sont d'accord pour la cohabitation. Quel est l'accord politique qui permettra la cohabitation ? D'une part, comme vient de le déclarer M. Pierre Heilbronn, envoyé spécial de Macron en Ukraine : « *Tous les partis indiquent qu'ils sont en soutien à l'Ukraine.* » Voici l'OTAN rassurée. D'autre part, tous s'engagent à respecter les prérogatives du président, clé de voûte des institutions de la V^e République, elles-mêmes édifiées pour préserver le régime capitaliste.

Ce double consensus explique pourquoi la classe capitaliste va tenter – en tout cas dans un premier temps – de s'accommoder d'une possible cohabitation. Elle n'est pas rassurée pour autant. « *Peut-on aller jusqu'à une révolution ?* », s'est interrogé un patron angoissé lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, entre les deux tours. La question est posée.

Les partis et les organisations qui, historiquement, sont issus du mouvement ouvrier ont porté une lourde responsabilité dans la situation ouverte le 9 juin par la progression spectaculaire du Rassemblement national. Faut-il rappeler qu'ils ont occupé l'Élysée ou Matignon (le plus souvent les deux) plus de la moitié du temps durant les quarante-trois années écoulées depuis l'élection de Mitterrand en 1981. Portés au pouvoir à la suite de mobilisations massives des travailleurs et des jeunes pour les revendications, ces partis leur ont tourné le dos. Pire : refusant de rompre avec la classe capitaliste, ils ont, contre les travailleurs, appliqué directives, plans et contre-réformes de l'Union européenne.

Or les élections du 9 juin, du 30 juin et du 7 juillet montrent une exigence de rupture largement majoritaire dans le pays.

Les 9 juin, 30 juin, 7 juillet, les travailleurs ont dit : « Nous voulons l'augmentation générale des salaires et le rattrapage du pouvoir d'achat ; nous voulons du travail, des emplois et l'interdiction des licenciements ; nous voulons des logements dignes et accessibles, des services publics rétablis dans toutes les villes et tous les quartiers. Pour cela, pour les hôpitaux, pour l'école, pour le logement, pour l'emploi, pour le pouvoir d'achat, il faut prendre l'argent où il est, dans les montagnes des profits capitalistes et des dividendes qui augmentent chaque année. Et aussi dans les considérables crédits accordés à la guerre. »

Pour que ces exigences soient satisfaites, il n'y a qu'une voie : rompre avec la V^e République et les diktats capitalistes de l'Union européenne et de l'OTAN. C'est d'une république démocratique dont les travailleurs ont besoin, pas d'une V^e République survivant à la cohabitation. C'est une république dirigée par et pour la majorité qui n'a que son travail pour vivre, une république ouvrière qu'une Assemblée constituante souveraine pourrait, devrait mettre en place.

Ce soir, 7 juillet, Jean-Luc Mélenchon comme Olivier Faure ont assuré qu'ils vont mettre en œuvre le programme du Nouveau Front populaire. Les faits dans les prochains jours établiront ce qu'il en est et comment les choses se mettent en place. Mais une chose est claire, les travailleurs et les jeunes qui ont voté massivement pour le Nouveau Front populaire le 7 juillet l'ont fait pour exprimer leur exigence de rupture, rupture avec le capitalisme, rupture avec la V^e République, rupture avec la politique anti-ouvrière. C'est la question centrale qui est posée aujourd'hui

(Communiqué rédigé et publié le 7 juillet à 21 heures. Une analyse des développements nouveaux de la situation sera présentée à l'assemblée des adhérents du Parti des travailleurs de la région parisienne le 8 juillet à 18 h 30)